DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Pôle Aménagement du Territoire et Grands Projets/VB

ARRETE MUNICIPAL
RELATIF A LA LUTTE CONTRE LE Bruit
2014-11-02-C

Le Maire de Limay Eric ROULOT,

Vu le Code de l’environnement et notamment les articles L.571-1 à L.571-26, R.571-1 à R.571-97 ;

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1 et 2, L.1312-1 et 2, L.1421-4, L.1422-1, R.1334-30 à R.1334-37 et R.1337-6 à R.1337-10-1 ;

Vu l’article R.1337-10-2 du code de la santé et les articles R.571-91 à R.571-93 du code de l’environnement relatifs aux agents de l’État et des communes commissionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212 (2) et L.2214-4 ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.333-1 et L.334-2 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles R.610-5 et R.623-2 ;

Vu le code de procédure pénale et notamment ses articles R.15-33-29-3 et R.48-1 ;

Considérant que la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 a mis à la charge du maire le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique en ce qui concerne les bruits de voisinage ;

Considérant qu’il y a lieu d’édicter en la matière des règles minimales applicables dans l’ensemble des communes du département, conformément à l’article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu’il convient d’adapter les dispositions de l’arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 relatif à la lutte contre le bruit dans les Yvelines, au vu de la demande d’insertion d’un article type figurant à l’annexe 3 de la circulaire interministérielle N° DGPR/SPNQE/MBAP/2011/1 du 23 décembre 2011 relative à la réglementation applicable aux établissements ou
locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (NOR DEVP1121346C) ;

Considérant les plaintes des riverains pour les nuisances sonores à caractère répétitif,

Considérant le stationnement illégal et anarchique sur les secteurs de la Rue de Paris et la Rue Nationale et le danger que constituent ces infractions pour les piétons,

Considérant les regroupements d'individus et le comportement agressif de certaines personnes, portant atteinte à la tranquillité publique et notamment sur les zones de la Rue Nationale et de la Rue de Paris,

Considérant l'augmentation du ramassage de détritus en tout genre, notamment sur les secteurs de la Rue Nationale et Rue de Paris,

ARRETÉ

Section 1 : Principes généraux

Article 1 : Tout bruit gênant causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution est interdit, de jour comme de nuit,

Article 2 : Sur la voie publique, dans les lieux publics ou accessibles au public, sur les terrasses ou dans les cours et jardins des cafés ou restaurant, ne doivent pas être émis des bruits susceptibles d'être gênant par leur intensité, leur durée, leur répétition, leur charge informative ou par l'heure à laquelle ils se manifestent, tels que ceux susceptibles de provenir :

- Des publicités par cris et chants ;
- De l'emploi de dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur ;
- Des réparations ou réglages de moteur, à l'exception des réparations de courte durée faisant suite à l'avarie fortuite d'un véhicule ;
- Du stationnement prolongé de véhicules, moteurs tournants ou groupes frigorifiques en fonctionnement ;
- De l'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice ;
- De la manipulation, du chargement ou déchargement de matériaux,
- De Matériels, denrées ou objets quelconques ainsi que des dispositifs ou engins utilisés pour ces opérations ;
- Des conversations entre clients aux terrasses des restaurants et cafés.

Article 3 : En cas de déclenchement injustifié d'une alarme ou de tout autre dispositif d'alerte sonore, les peines prévues à l'article R.1337-7 du code de la santé publique peuvent être engagées.

Si l'urgence commande de mettre fin à une atteinte intolérable à la tranquillité publique provoquée par l'intensité ou la durée d'un signal sonore, il pourra être procédé par voie d'exécution d'office à la mise hors circuit du dispositif.
Section 2 : Bruit d'activités professionnelles

Article 4 : Sans préjudice de l’application de réglementation particulière, toute personne exerçant une activité professionnelle susceptible de provoquer des bruits ou des vibrations gênants le voisinage, doit prendre toutes précautions pour éviter la gêne, en particulier par l’isolation phonique des matériels ou des locaux et/ou par le choix d’horaires de fonctionnement adéquats.

Article 5 : Les propriétaires, directeurs ou gérants d’établissement ouverts au public, doivent prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits ou les vibrations émanant de leurs établissements ou résultant de leur exploitation ne soient en aucun moment à l’origine d’un trouble anormal de voisinage.

L’organisation, dans les débits de boissons, de soirées musicales ou de bals ainsi que l’installation d’orchestres sur les terrasses extérieures des restaurants et cafés demeurent subordonnées à l’observation des lois et règlements de police concernant la sécurité et la tranquillité publique, notamment en matière de nuisances sonores. Dès 22 heures, toutes les dispositions doivent être prises pour réduire le bruit et l’émergence sonore afin de ne pas troubler le repos du voisinage.


- L’étude acoustique, établie par un acousticien ou bureau d’étude indépendant de l’établissement et de l’installateur du système de sonorisation, qui a permis d’estimer les niveaux de pression acoustique à l’intérieur des locaux. Elle préconise également les dispositions que l’établissement doit prendre pour respecter ces niveaux ;
- La description des dispositions prises (travaux d’isolation phonique, installation d’un limiteur, ...) pour limiter le niveau sonore et les valeurs d’émergence fixées aux articles R. 571-26 et R 571-27 du code de la santé publique ;
- L’attestation de leur bonne mise en œuvre (justificatifs d’installation, de réglage, de scellage ...).

Les établissements accueillant du public, les magasins, les galeries marchandes diffusant une musique d’ambiance dont le niveau sonore engendré en tout point accessible au public ne dépasse pas le valeur de 80 dB(A), exprimé en LAeq (10 minutes) doivent réaliser cette étude d’impact s’ils sont à l’origine de plaintes de voisinages liées à la diffusion musicale.

L’auteur de l’étude acoustique indique les niveaux sonores, les émergences ainsi que les valeurs d’isolement acoustiques qu’il a mesuré. Les mesures d’isolement acoustique doivent permettre de vérifier le respect des valeurs d’isolement acoustique fixées par l’article 2 de l’arrêté du 15 décembre

L’étude acoustique doit également contenir le plan de situation de l’établissement dans l’environnement, le plan de l’intérieur de l’établissement comprenant la localisation des éléments de la sonorisation ainsi que la liste détaillée, du matériel de sonorisation. Cette liste n’est pas limitative, elle peut être complétée par tous les éléments nécessaires à la compréhension de l’étude.

Dans le cas où l’isolement du local où s’exerce l’activité est insuffisant pour respecter les valeurs maximales d’émergences fixées par l’article R. 571-27 du code de l’environnement, l’activité de diffusion de musique amplifiée ne peut s’exercer qu’après la réalisation de travaux d’isolation acoustique et/ou par la mise en place d’un limiteur de pression acoustique réglé et scellé par son installateur. L’installateur doit faire effectuer au moins tous les trois ans une vérification périodique comprenant un étalement et un calibrage au sens de la norme NF S 31-122 relative aux limiteurs de niveau sonore destinés à être utilisés dans les lieux de diffusion de musique amplifiée. Cette opération fera l’objet, pour les limiteurs de catégorie 1 et 2 au sens de la norme susvisée, de l’établissement de l’attestation figurant en annexe 1. Les limiteurs de catégorie 3, au sens de cette norme, qui concernent les complexes multisalles et les grandes installations, doivent faire l’objet au moins tous les 3 ans d’une vérification périodique portant sur l’étalement et le calibrage de tous les éléments nécessaire à la limitation et susceptibles d’une dérive dans le temps. L’attestation de vérification rédigée par l’opérant devra être accompagnée d’une note descriptive du système de limitation mis en place.


Section 3 : Bruit dans les propriétés privées

**Article 7** : Les occupants des locaux d’habitation ou de leurs dépendances doivent prendre toutes précautions et toutes dispositions pour que le voisinage ne soit pas troublé par les bruits émanant de ces locaux, tels que ceux provenant d’appareils de radiodiffusion ou de reproduction sonore, d’instruments de musique, d’appareil ménagers, d’installations de ventilation, de chauffage et de climatisation ainsi que ceux résultant de pratiques ou d’activités non adaptées à ces locaux.

**Article 8** : Les éléments et équipements des bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu’aucune diminution anormale des performances acoustiques n’apparaisse dans le temps ; le même objectif doit être appliqué à leur remplacement.
Les travaux ou aménagements, quels qu’ils soient, effectués dans les bâtiments ne doivent pas avoir pour effet de diminuer les caractéristiques initiales d’isolement acoustiques des bâtiments. Toutes précautions doivent être prises pour limiter le bruit des nouveaux équipements individuels ou collectifs dans les bâtiments.

**Article 9** : Les infractions du présent arrêté sont relevées par les officiers et agents de police judiciaire, par les gardes champêtres, par les agents de police municipale, par les agents mentionnés à l’article L.571-18 du code de l’environnement, ainsi que par les agents désignés par les maires, agréés par le procureur de la République et assermentés dans les conditions fixées par l’article R.571-93 du code de l’environnement.

Les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes prévus par l’article R. 623-2 du code Pénal son relevés par les officiers et agents de police judiciaire, les gardes champêtres et par les agents de police municipale.

Les infractions peuvent être relevées sans recours à des mesures sonométriques sauf pour les articles 8 alinéa-2 et 15 alinéa-2, qui nécessitent une mesure du bruit ambiant conforme à la norme NR S 31-010 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l’environnement ainsi que pour l’article 8, qui peut nécessiter des mesures conformes à la norme NF S 31-057 relative à la qualité acoustique des bâtiments.

Les infractions au présent arrêté constituent des contraventions de 1°, 3°, ou 5° classe réprimées selon les textes cités dans les visas de l’arrêté. Les contraventions de la 3° classe pourront être sanctionnées par l’amende forfaitaire prévue à l’article R. 48-1 du code de procédure pénale.

**Section 4 : Dispositions générales**

**Article 10** : Les Etablissements recevant du public nommés, le Loft et la Cantine situés Rues de Paris et Nationale seront dans l’obligation de cesser toute activité à compter de 22h, à la date du présent arrêté et pour une durée valable un an renouvelable.

**Article 11** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Mantes La Jolie, pour visa,
- Monsieur Le Commissaire de Police de Mantes La Jolie,
- Messieurs les Chefs de Corps des Sapeurs Pompiers de Mantes et de Limay,
- Direction des Services Techniques,
Fait à Limay, le 11 FÉVRIER DEUX MILLE QUATORZE.

Le Maire,

E. ROULOT

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.